

Récepissé n°0456 du 12/06/12/HAAC

Prix : 250F CFA

N°139 du 04 Janvier 2019

VÉRITÉ

Bonne & Heureuse Année 2019

des Peuples

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités

**Journée Nationale de
Reconnaissance à Dieu au
stade omnisports de Lomé :**

**Faure Gnassingbé,
aux côtés des
Togolais ont rendu
grâce au seigneur**

Page 6

Résultats définitifs des élections législatives du 20 Décembre 2018 :

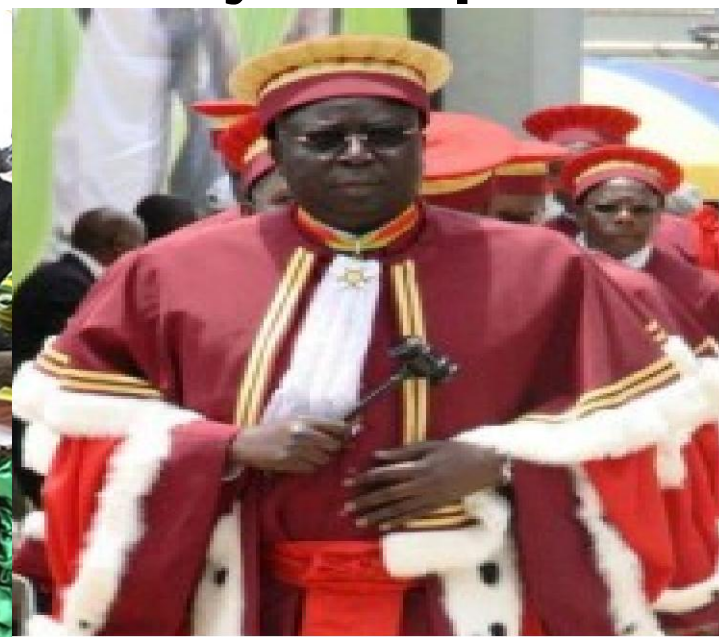
La Cour Constitutionnelle a donné son verdict

Page 3

Les nouveaux députés prennent fonction le 21 janvier prochain



Des députés à l'Assemblée Nationale (Photo archives)



Aboudou Assouma, Président de la Cour Constitutionnelle

Nouvelles orientations de la diplomatie togolaise :

**ROBERT DUSSEY : " le succès
des conférences et sommets,
tenus à Lomé, confirme le
retour réussi du Togo dans
le concert des nations "**

L'année 2018 qui s'est achevée a été très riche en action diplomatique au Togo avec la promptitude du Chef de la diplomatie togolaise et sous l'autorité avisée du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Dans une interview, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, le Prof Robert Dussey, s'est prononcé sur la diplomatie togolaise dont il est le chef. Il a fait un bilan très expressif de l'année écoulée. Le chef de la diplomatie est revenu sur les grandes lignes qui ont marqué la diplomatie togolaise sur le plan international...



Le ministre Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

Pages 5&7

L'ex-chef de file de l'opposition dans ses errements :

**Fabre refuse de reconnaître les erreurs
commises par la C14**

P4

**La CEDEAO, l'avenir de la C14, les erreurs
de l'opposition et les leçons à tirer :**

**Le Ministre Bawara
se prononce**

Pages 2&7



Le ministre Gilbert Bawara

ACTUALITÉ

La CEDEAO, l'avenir de la C14, les erreurs de l'opposition et les leçons à tirer :

Le Ministre Bawara se prononce

Dans une longue interview accordée au site d'information Afrikastratégies et publiée dimanche 30 décembre 2018, le ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Gilbert Bawara analyse les événements du 19 août 2017 jusqu'aux élections législatives du 20 décembre 2018. Il aborde dans cet entretien, l'après-élection, l'accompagnement de la CEDEAO, l'avenir de la Coalition des 14 partis de l'opposition et de ses leaders, les erreurs de l'opposition ayant conduit à l'échec de sa lutte et les leçons à tirer de cet échec.

Pour le ministre Gilbert Bawara, la coalition des 14 partis de l'opposition n'est qu'une " sorte de fiction et de supercherie, voire une imposture ". Puisque, explique-t-il, en dehors de trois partis politiques dont l'assise et l'ancrage sont connus, nul ne peut dire quelle est l'implantation et quelle est la représentativité de certains partis membres de cette coalition.

Les événements d'août 2017 auraient pu facilement conduire à la réalisation des réformes

Les événements d'août 2017 auraient pu constituer un moyen de pression et conduire à l'accélération et à l'intensification des réformes politiques, dit le ministre Gilbert Bawara dans cet

entretien. Il lie le retard accusé dans la réalisation des réformes au " jusqu'au-boutisme " et à " l'intransigeance de la C14 " ce qui, a-t-il noté, témoigne de " l'incapacité de ses leaders à prendre le gouvernement et les autorités au sérieux et à se soustraire de la logique d'insurrection et de renversement des institutions ".

Nombreux sont ceux d'entre eux qui se sont bousculés, qui pour être Premier ministre de transition, qui pour assurer l'intérim de la présidence de la République, qui pour devenir chef d'État à l'issue de la transition, a-t-il révélé à Afrikastratégies. " Une frange de l'opposition a systématiquement tendance à sous-estimer son adversaire et à faire la confusion entre les mobilisations de rues et le pays réel. Cette frange de l'opposition est animée par un sentiment de supériorité et de mépris vis-à-vis de la grande majorité des Togolais. Elle a toujours les mêmes réflexes, et elle reproduit les mêmes schémas de pensées et les mêmes méthodes d'action, qui ont déjà démontré leurs limites. Le Togo ne s'arrête pas à Lomé et à quelques villes et localités ", souligne celui qui est présenté comme le confident le plus écouté par le Président de la République.

Les leçons du boycott

des élections législatives par la Coalition des 14 partis de l'opposition

Le boycott des dernières élections législatives aura des conséquences indéniables pour les partis de l'opposition regroupés au sein de la C14, analyse le ministre. La décision de boycotter le recensement électoral puis le refus de rejoindre la commission électorale et de saisir l'opportunité de la prorogation de l'enrôlement des électeurs ont, sans doute, consacré un point de rupture de la confiance des Chefs d'État de la CEDEAO et les partenaires extérieurs en la C14, estime-t-il.

" La décision de boycott des élections législatives du 20 décembre 2018 de la part de la C14 demeure incompréhensible et déplorable. Elle est lourde de conséquences pour certains des partis et acteurs politiques concernés. La conséquence la plus immédiate, c'est leur absence de l'Assemblée nationale et de certaines institutions dérivées, y compris au niveau de certaines instances sous régionales et internationales (comité interparlementaire de l'UEMOA, parlement de la CEDEAO, Union interparlementaire des pays francophones, UIP, Assemblée paritaire ACP-UE, etc.), et donc un manque de visibilité et de tribunes pour défendre



Le ministre Gilbert Bawara

leurs idées. Cette décision est également de nature à affecter leur participation au débat institutionnel. Je n'ai pas la certitude que cette décision de boycott soit le fruit d'un réel consensus au sein de la C14. Certains leaders de ce regroupement ont fait preuve d'égoïsme et d'indifférence vis-à-vis des autres membres et militants de leurs partis, en donnant le sentiment de se préoccuper uniquement de leurs propres ambitions et intérêts ", rapporte-t-il dénonçant au passage, " l'attitude d'exclusion et de suffisance que la C14 a affichée vis-à-vis des partis politiques non membres de leur regroupement ". Une attitude qui a constitué selon lui, un " handicap sérieux pour la réussite des pourparlers ".

" La responsabilité revient aux leaders de la C14 et à leurs velléités d'hégémonie. Ils ont donné le sentiment que le 19 août 2017 marquait un acte fondateur de la vie politique au Togo, comme si notre

pays n'avait pas connu de faits marquants avant cette date. Cette manière d'écarter les autres sensibilités politiques a privé le dialogue politique d'une force modératrice capable de tempérer les ardeurs. Au final, tous ceux qui n'étaient pas favorables à la logique de la violence et de l'insurrection étaient vilipendés et considérés comme des traîtres, des complices et affidés du régime ! La C14 a fait preuve d'autoritarisme en instaurant une sorte de dictature de la pensée unique caractérisée par un climat de terreur, d'intimidation et de lynchage contre tout contempteur et contradictoire ", analyse le natif de Siou dans la préfecture de Doufelgou (450 km au nord de Lomé).

L'attitude de " suffisance " et de maîtrise de la situation par les leaders de la C14 et les difficultés qu'ils ont occasionnées à la facilitation ont aussi été déterminantes, avance-t-il. " Les deux facilitateurs et la plu-

Suite à la page 7

Sécurité et protection civile :

Le Ministre Yark a fait le point d'une opération de prévention et de la criminalité à Agoè

Dans son rôle qu'il est amené à jouer, le ministère de la sécurité et de la protection civile sous la houlette du Général Yark Daméhané fait le point des actions menées sur le terrain à chaque moment où besoin s'impose. Et comme chaque fin d'année, les institutions de la république font leur bilan des activités et des actions, le ministère de la sécurité, dans un communiqué rendu public le 27 décembre 2018 a fait le point d'une opération de prévention et de la criminalité menée dans la préfecture d'Agoè-Nyivé.



Gal Yark Daméhané

Ont été concernés par " cette opération de prévention de la criminalité, les quartiers Agoè Zongo, Champ de tir, Bernard Copé, Togblé Copé, Alinka, Fidukpui et

Démakpoé dans la préfecture d'Agoè-Nyivé " a indiqué le ministère de la Sécurité.

Selon les explications fournies par le ministre de la sécurité le Général

Yark, cette opération a permis aux forces de défense et de sécurité de mettre la main sur une arme ainsi que des motos, des machettes, des masques et des stupéfiants et d'interpeller plusieurs personnes. Au total 86.

Le Général Yark Daméhané, a également expliqué que l'opération est organisée dans un contexte de recrudescence de la criminalité au Togo. Le ministre n'a pas manqué de rappeler que 171 motos et une quantité importante de drogue ont été également saisies au

cours de cette sortie.

Cette opération organisée par le ministère en charge de la sécurité pour ratisser large afin de mettre la main sur les criminels est tout à fait salubre quand on sait que la criminalité monte crescendo ces derniers temps au Togo.

Les populations doivent également jouer leur rôle en dénonçant par endroit les cas suspects qui se présenteront afin de permettre aux forces de l'ordre d'accomplir leur mission dans la quiétude.

Antarou

POLITIQUE

Résultats définitifs des élections législatives du 20 Décembre 2018 :

La Cour Constitutionnelle a donné son verdict Les nouveaux députés prennent fonction le 21 janvier prochain

La Cour Constitutionnelle qui tranche en dernier ressort dans les échéances électorales au Togo a donné son verdict le lundi 31 décembre 2018 à propos des législatives du 20 décembre dernier.



Les députés à L'Assemblée nationale

Selon cette institution chapeautée par Aboudou Assouma, UNIR, le parti au pouvoir vient en tête avec 59 sièges suivi de l'UFC qui, contrairement avait 6 sièges suite aux résultats de

la CENI sort maintenant avec 7 sièges. Les résultats définitifs ont été communiqués lors d'une audience solennelle présidée par Aboudou Assouma.

Dans la décision rendue par la cour constitutionnelle, elle a répondu à la saisine de la tête de liste de l'UFC Anani kokou, dans la circonscription de Vo. Ainsi, l'UFC a



Aboudou Assouma, président de la Cour constitutionnelle

un siège de plus au détriment du MPDD de Gabriel Kodjo Agbéyomé que la CENI avait attribué à ce parti. Hormis ce contentieux qui a été réglé et qui revoit à la hausse les sièges de l'UFC désormais à 7, les résultats rendus public par la CENI ont été confirmés par la cour constitutionnelle.

Le taux de participation selon cette institution est de 59,25%. L'Union des forces de changement (UFC) a désormais 7 sièges et devient le principal parti de l'opposition parlementaire.

La nouvelle Assemblée enregistre l'entrée des partis NET (3 sièges), MPDD (2 sièges), PDP (1 siège), MRC (1 siège).

Les indépendants sont les grands gagnants de ce scrutin du 20 décembre dernier avec 18 élus.

Selon les chiffres communiqués par la Cour constitutionnelle, le nombre d'inscrits était de 3.155.837 et de 1.869.717. Autre information donnée par l'institution dirigée par Aboudou Assouma : les bulletins nuls, 118.607, suffra-

ges exprimés 1.751.110).

Pour ce qui concerne les indépendants, il y a le CRADD (3 sièges), Bâtir (2 sièges), Avé en marche (1 siège), Duanényon (2 sièges), Allolédou Vo (2 sièges), ISOPE (2 sièges), Pour construire (2 sièges), Nouvelle vision (1 siège), LIR (2 sièges) et Conscience patriotique (1 siège).

Selon la Constitution, les députés entrent en fonction le deuxième mardi après la proclamation définitive des résultats par la cour constitutionnelle.

La publication de ces résultats marque le début d'une nouvelle ère à l'assemblée nationale avec plusieurs partis politiques et 18 indépendants. Ce qui suppose que le 21 janvier prochain sauf revirement de situation, les nouveaux députés vont prendre fonction.

Les questions liées aux réformes attendent de pied grue les représentants du peuple qui doivent tous contribuer pour s'asseoir le pays sur la voie du développement durable.

Koffi Mensah

VERACITE

Le déluge n'a pas eu lieu !

L'année 2018 est partie avec tout son lot de bonheur, de malheur, de haut et des bas, bref toute sa panoplie... Nous sommes rentrés de plein pied en 2019, une nouvelle année que nous souhaiterons plein de bonheur pour tous les Togolais et par ricochet pour nos fidèles lecteurs !

L'année dernière a été très agitée sur le plan sociopolitique au Togo. Les acteurs politiques se sont déchirés sur des questions entrant dans la vie de la nation avec des positions aussi tranchées les unes que les autres mettant le pays dans une situation inconfortable.

Mais la grandeur d'esprit des Togolais a eu une ascendance positive sur ceux qui promettaient le déluge, l'apocalypse, le pire ou le pourrissement de la situation.

Dans le contexte sociopolitique très controversé avec une situation de crise qui a sévit au Togo, la communauté internationale s'est impliquée personnellement pour une issue favorable. Une certaine opposition a fait souffler le chaud et le froid au pays avec des manifestations à n'en finir point.

La CEDEAO, l'organisation sous régionale a su mettre tout son embonpoint pour indiquer une date pour les élections législatives. La C14 a boudé en dépit de toutes les dispositions prises pour la tenue de ces élections.

Somme toute, les recommandations ont été respectées avec la tenue des législatives le 20 décembre 2018 avec en toile de fond, la fin de la mission des facilitateurs sur la question togolaise.

Les Togolais doivent tourner la page sombre de ces moments douloureux pour faire face aux enjeux de développement. Cependant, la C14 ne veut pas entendre raison et lance de nouvelles manifestations le 12 janvier prochain. La mobilisation sera-t-elle au rendez-vous au moment où les Togolais sont déterminés à mettre un terme aux déchirures entre les politiques ? Tout compte fait, le déluge promis par la C14 n'a pas eu lieu. Il est plutôt important de faire face aux questions de développement du pays que de se camper sur des positions radicales.

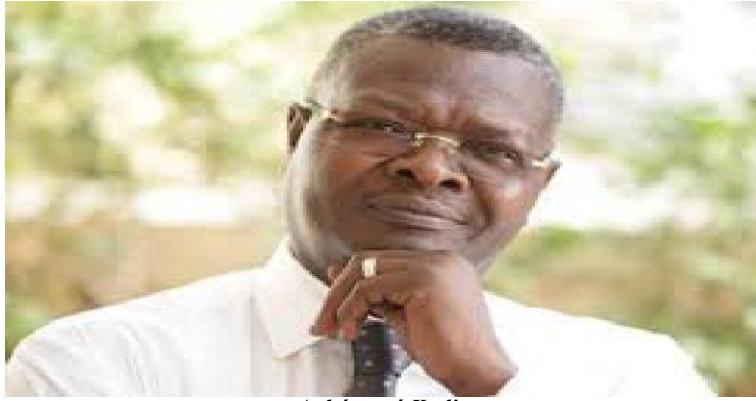
Le Directeur de la Publication

POLITIQUE

Décision de la Cour constitutionnelle après les recours :

Après des remous, Gabriel Agbéyomé accepte la décision finale de la Cour Constitutionnelle

La Cour constitutionnelle a donné son verdict le 31 décembre dernier après les résultats provisoires proclamés par la CENI au lendemain des législatives du 20 décembre 2018.



Agbéyomé Kodjo

Après ces résultats de la CENI, l'UFC a introduit un recours lié à un siège dans la circonscription électorale de Vo. En rendant sa décision qui, faut-il le rappeler n'est plus susceptible de recours, la cour constitutionnelle a donné raison à l'UFC à qui revient désormais le siège qui a été attribué préalablement au MPDD de Gabriel Mensan Agbéyomé Kodjo. Le MPDD perd ainsi un siège après ce recours introduit par l'UFC et accepté par la Cour constitutionnelle.

Cette décision n'a pas du tout intéressé Agbéyomé Kodjo, qui a fulminé sa colère lorsque certains confrères ont voulu avoir sa réaction après la publication des résultats. "Laissez-moi digérer ce

que je n'ai pas accepté" a-t-il lancé à l'encontre des confrères qui cherchaient à lui arracher un mot. Mais l'ancien Premier ministre Agbéyomé après avoir reconnu la crédibilité de la cour constitutionnelle a bien accepté dans une cer-

taine élégance, la décision finale rendue par celle-ci.

Pour Agbéyomé Kodjo, les décisions de la Cour constitutionnelle sont comme des décrets divins même si elles ne plaisent pas parfois. Il faut rappeler que le président du



Gilchrist Olympio

MPDD dans un message de vœux à ses militants et à tous les Togolais s'est dit un peu déçu par ces résultats qui, selon lui ne reflètent pas le travail que son parti a abattu sur le terrain.

Mais l'ancien président de l'assemblée

nationale connu pour ses attachements aux institutions de la république a lancé un appel aux autres nouveaux élus d'apporter leur pierre à l'édifice de la nation et pour la relance économique du pays.

Koffi Mensah

L'ex-chef de file de l'opposition dans ses errements :

Fabre refuse de reconnaître les erreurs commises par la C14

Comme chaque année, les partis politiques au Togo présentent leurs vœux à l'ensemble des Togolais et principalement à leurs militants. Si le débat continue sur l'erreur commise par la C14 en boycottant les législatives du 20 décembre 2018, l'ex-chef de file de l'opposition se dit ne pas regretter cette décision de la coalition de ne pas participer aux élections.

Dans un message de vœux qu'il a adressé à ses militants, Jean-Pierre Fabre estime que les choix faits par la coalition sont pertinents. Selon lui, ces choix sont partagés par ceux qu'il appelle les "forces vives en lutte".

Pour Fabre, il n'est pas question de céder au découragement. Il pense qu'il faut de nouveau se mobiliser dans le "grand mouvement citoyen de libération nationale" que la C14 a lancé lors d'une confé-



Jean-Pierre Fabre, ex chef de file de l'opposition

rence de presse au lendemain des législatives.

Le Président de l'ANC prend toujours en aversion la facilitation de la CEDEAO sur la situation de crise au Togo. Selon ses propres termes, la CEDEAO ne sera "plus jamais la bienvenue ni au Togo, ni ailleurs dans le monde".

En faisant référence aux élections du 20 décembre 2018, Fabre pense que celles-ci ont été une "machination de la CEDEAO et de la communauté internationale". Pour l'ex-chef de file de l'opposition, la feuille de route n'a pas été respectée.

Il n'a pas manqué de dire que les nouveaux

élus à l'assemblée nationale ne représentent aucunement le peuple.

Cette sortie fracassante de Jean-Pierre Fabre ne laisse pas indifférentes toutes les bonnes consciences et surtout les observateurs de la scène politique togolaise. D'entrée de jeu, il faut reconnaître que les Togolais sont désormais habitués aux propos incendiaires et belliqueux de Fabre qui pense faire l'unanimité au sein du peuple. Comme de l'eau sur le plumage du canard, les sorties de Fabre ne peuvent émouvoir ceux qui savent lire entre lignes. Lorsque Fabre

parle de machination de la CEDEAO, on a bien envie de le croire, seulement c'est auprès de cette même institution sous régionale que la C14 dont il fait partie est allée chercher appui lors du dialogue inter togolais.

Et puis si ce n'est pas une certaine théâtralisation politique, comment Fabre et ses camarades d'infortune pensaient que la CEDEAO allait reporter les élections du 20 décembre 2018 ?

La CEDEAO a joué sa partition en demandant très humblement à l'UFC de quitter la CENI à cause des exigences de la C14 à propos d'une CENI paritaire. Cette même organisation sous régionale a pu obtenir une rallonge de trois jours pour permettre à Fabre et comparse de se faire enrôler. Malgré tout, la C14, non seulement a refusé à ses membres de ne pas prêter serment, mais

Suite à la page 6

VÉRITÉ
des Peuples

Récepissé n°0456 du
12/06/12/HAAC

Directeur de Publication:
ALASSANI Antarou
Tél: 90 01 28 51
antaroualassani@yahoo.fr

Red Chef :
Kpandé Tigankpa

Rédaction :
Ibrahim DJANEYE ;
Koffi MESSAN ; Michael
Lecharme; Prospère TIZA ;
TIG Patrick ; Kossi Kodjo
EZOBA

Siège:
Angle rue Commissariat
Djidjilé
Face clinique Bayor
Lomé-TOGO

Imprimerie: RAD GRAPHIC
Tirage: 1.000 exemplaires

ACTUALITÉ

Nouvelles orientations de la diplomatie togolaise :

ROBERT DUSSEY : " le succès des conférences et sommets, tenus à Lomé, confirme le retour réussi du Togo dans le concert des nations "

L'année 2018 qui s'est achevée a été très riche en action diplomatique au Togo avec la promptitude du Chef de la diplomatie togolaise et sous l'autorité avisée du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Dans une interview, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, le Prof Robert Dussey, s'est prononcé sur la diplomatie togolaise dont il est le chef. Il a fait un bilan très expressif de l'année écoulée. Le chef de la diplomatie est revenu sur les grandes lignes qui ont marqué la diplomatie togolaise sur le plan international.

Le Togo a eu le mérite d'abriter des sommets internationaux de grandes envergures avec des négociations ACP pilotées par le Togo sans reléguer au dernier plan le pacte mondial sur la migration. Le Prof Robert Dussey n'est pas passé sous silence la présence de notre chère nation à l'ONU. Compte tenu de l'importance que revêt une telle entrevue, nous la reprenons intégralement pour nos fidèles lecteurs.

Lisez plutôt....

L'année 2018 a été très riche pour le Togo sur le plan diplomatique. Vos actions confirment cette renaissance de la diplomatie togolaise enclenchée il y a quelques années. Dites-nous, quelle est la clé de voûte de ce renouveau diplomatique ?

Robert Dussey: Je vous remercie pour l'opportunité que vous me donnez de revenir sur la nouvelle orientation de la diplomatie togolaise. Comme vous le dites, 2018 a été une année remarquable pour la diplomatie togolaise.

Ceci est le résultat d'une nouvelle impulsion, insufflée depuis quelques années par le Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, qui a demandé aux acteurs de la diplomatie togolaise de travailler à redorer l'image de marque de notre pays, à rendre effectif l'engagement du Togo de contribuer significativement à la construction d'un monde pacifique, juste et équitable et surtout à mettre l'action diplomatique au service du développement à travers la coopération internationale.

Avons-nous réussi à atteindre ces objectifs ? Je ne saurais le dire car on ne peut danser et s'apprécier à la fois, dit-on souvent. Vous qui nous observez si vous dites qu'on a eu des progrès notables, je ne peux que vous, croire et m'en réjouir.

Robert Dussey, concernant justement la coopération internationale que vous évoquez à l'instant, nous avons tous été témoins des grandes rencontres interna-



Le Professeur Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

tionales que le Togo a abritées en cette année 2018. Pouvez-vous nous éclairer davantage sur l'intérêt et les retombées de telles rencontres pour le Togo ? Je voudrais évoquer le sommet de la CEDEAO, et celui conjoint CEEAC-CEDEAO, notamment.

R.D. : Ces rencontres internationales comme vous le dites ont été d'un grand intérêt pour toutes les parties prenantes. Cet intérêt se mesure à l'aune des thématiques abordées notamment la paix et la sécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent, le développement.

Pour nous, le succès de ces conférences et sommets, tenus à Lomé, confirme le retour réussi du Togo dans le concert des nations. Plus que tout, et comme je l'ai relevé plus haut, le Togo entend jouer le rôle qui est le sien dans la construction d'un monde pacifique. C'est fort de cet engagement et prenant conscience des ravages que causent le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique centrale et de l'Ouest, qu'il a entrepris d'organiser le sommet conjoint de la CEDEAO et de la CEEAC. Nous demeurons convaincus que c'est par la concertation et la

conjugaison des efforts que les deux régions viendront à bout de ces fléaux.

Pour votre information, c'est cette même philosophie qui avait amené notre pays à organiser en octobre 2016 le sommet sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique.

Par ailleurs, Lomé a abrité la 53ème session ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le 31 juillet 2018. Ce sommet a marqué la fin de la présidence du Togo à la tête de l'institution communautaire. Durant sa présidence, le Togo a géré, avec succès, la crise politique que traversait la Guinée-Bissau depuis plusieurs années. Tous ces sommets ont eu le mérite de contribuer à améliorer la visibilité du Togo.

Suite à la 107ème session du Conseil des ministres ACP et à la 43ème session du Conseil des ministres ACP-UE, les négociations ont été enclenchées en vue de la signature d'un nouvel accord de partenariat entre les deux blocs à partir de 2020. Qu'en est-il concrètement ?

R.D. : Pour préciser, reprenez que la 107ème session du Conseil des ministres

ACP et la 43ème session du Conseil des ministres ACP-UE se sont tenues à Lomé, du 27 mai au 1er juin de cette année 2018.

Ces deux réunions étaient effectivement consacrées, pour l'essentiel, aux préparatifs des négociations pour la conclusion d'un nouvel accord de partenariat qui entrera en vigueur à partir de 2020.

En effet, depuis plus de quatre décennies, la question du développement des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a été au cœur d'un accord de partenariat entre ce groupe d'Etats et l'Union Européenne (UE). La signature de cet accord, dit " Convention de Lomé ", remonte à 1975.

Ce dispositif conclu par l'Europe avec ses anciennes colonies a été qualifié de " modèle unique pour la coopération Nord-Sud " au regard de son caractère juridiquement contraignant, de sa portée globale incluant l'aide, le commerce et la coopération politique, de ses institutions communes, de son mécanisme de cogestion, ainsi que de la création d'un instrument financier spécifique, le Fonds européen de développement (FED).

Depuis le 25 juin 2000, les ACP et l'UE ont décidé de remplacer la Convention de Lomé par un nouvel accord signé à Cotonou pour une durée de 20 ans. A un an de l'expiration de cet accord, il y a lieu de réfléchir sur les futures relations entre les ACP et l'UE. D'où le lancement officiel, le 28 sep-

tembre 2018 à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, des négociations en vue de l'élaboration du futur accord ACP-UE.

Il faut préciser qu'à l'issue de l'adoption du Mandat de négociation ACP lors du Conseil des ministres à Lomé, nous avons été désignés pour être le négociateur en Chef du Groupe ACP pour l'accord post Cotonou. Nous assumons cette charge avec beaucoup de responsabilité, ayant conscience des enjeux immenses que cela représente pour les 79 pays ACP.

La première série de négociations vient de prendre fin avec des résultats sensibles que nous saluons et nous sommes optimistes pour la suite du processus afin de conclure un accord qui offre de meilleures opportunités pour nos populations.

Comme je le soulignais déjà en octobre à Bruxelles, le post-Cotonou appelle à un changement de paradigme, à une nouvelle approche qui devra sortir les pays ACP de l'immobilisme.

Sur un tout autre sujet, nous notons qu'un pacte mondial a été adopté à Marrakech le 10 décembre dernier afin de garantir des migrations sûres, ordonnées et régulières. De quoi s'agit-il, Monsieur le ministre ?

R.D. : Je dois d'abord souligner que les migrations, qu'elles soient internes ou internationales, sont aujourd'hui au cœur des grands débats mondiaux. En 2017, par exemple, l'ONU a chiffré à 258 millions, le nombre de migrants dans le monde. Ce qui représente près de 3,4% de la population de notre planète.

Mais l'aspect inquiétant du phénomène migratoire, qui appelle à plus de concertation et de coopération au niveau mondial, réside dans la clandestinité organisée savamment par

Suite à la page 7

ACTUALITÉ

Journée Nationale de Reconnaissance à Dieu au stade omnisports de Lomé :

Faure Gnassingbé, aux côtés des Togolais ont rendu grâce au seigneur

Le dimanche 30 décembre, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé était au stade omnisport de Lomé où, avec le peuple togolais, ils ont rendu grâce à Dieu pour tout ce qu'il a fait au cours de l'année écoulée. Cet évènement entre dans le cadre de la Journée Nationale de Reconnaissance Dieu.

Cette action de grâce a eu lieu aussi dans les autres villes de l'intérieur du pays. Le Président de la République avait à ses côtés une foule en liesse, diverses personnalités et les membres du gouvernement.

On notait également



Faure Gnassingbé aux côtés de la communauté chrétienne

la présence du Premier Ministre Selom Klassou, et du président de l'Assemblée Nationale Dama Dramani. Cette initiative a été prise par le groupe musicale et d'évangélisation Salut et Joie en collaboration avec le corps du Christ. C'est une journée qui a permis aux togolais en présence du Numéro 1

Togolais de louer et de rendre grâce au seigneur pour sa bénédiction et sa protection sur le Togo.

Kodzo Adédzé, Président du groupe Salut et Joie en prenant la parole a expliqué les bienfaits que le seigneur apporte à nous et qui nécessitent de le louer à chaque moment

où besoin s'impose.

Cette journée a été une occasion de louer le seigneur, de lui rendre grâce et d'implorer sa miséricordieux afin que la paix règne au Togo. Aussi le Révérend pasteur Christian a-t-il prié pour que le seigneur accorde son pardon à notre pays.

Il a également imploré la grâce Divine sur le Togo, la population et les autorités. Le pasteur Saram Ankou a aussi prié afin que Dieu garde sa protection sur le Togo.

" C'est dans la prière, la reconnaissance, les louanges que Dieu manifeste sa grâce ", a-t-il souligné.

La prière finale a été dite par le pasteur Adédzé Antoine. On remarquait à cet évènement la présence du pasteur Djakouti Mitré qui a rendu grâce à Dieu pour toute chose en relevant les différentes grâces que Dieu ne cesse de nous accorder.

La journée nationale de reconnaissance à Dieu a été agrémentée par des chorales et groupes folkloriques sans oublier des artistes gospel comme Davdo, John and Gifty et la chorale Salut et Joie ont apporté du baume dans le cœur des populations par leur prestation.

La Rédaction

Situation sociopolitique au Togo :

UNIR donne son avis sur le "grand mouvement citoyen" annoncé par la C14

Au lendemain des élections législatives du 20 décembre 2018, la C14, en conférence de presse à Lomé a lancé un appel à ses militants à s'inscrire dans un " grand mouvement citoyen ". Les premiers responsables de cette coalition, pensent qu'il faut aborder une autre phase de la lutte politique au Togo.

Nombreux sont les réactions qui n'ont pas cessé de fuser après cette stratégie de la C14 de lancer encore des mobilisations alors que les élections se sont tenues dans le calme et la sérénité. Cette sortie de la coalition des 14 n'a eu aucun effet au niveau du parti UNIR.

UNIR, par la voie de son Secrétaire Général Aklesso Atcholi, s'est prononcé sur cette déclaration de la C14.



Atcholi Aklesso, Secrétaire Exécutif de UNIR

Selon lui, les tenants disant grand mouvement et les aboutissants de " grand mouvement citoyen ", est bien cet appel à la résistance connu de tout le monde. Le Secrétaire Général

du parti UNIR a donné son avis sur les antennes de notre confrère RFI en rappelant que force demeure à la loi. " Ce n'est qu'un réchauffé de la logique de l'opposition depuis août 2017. Les institutions de la République fonctionnent et force restera à la loi " a-t-il déclaré.

Ce qui suppose que ce sont les mêmes jéré-

miades et les mêmes manèges de l'opposition qui pense paralyser le pays à travers les manifestations politiques. En revanche, le SG d'UNIR en homme averti précise que ceux qui estiment qu'ils sont libres de s'attaquer à tout au nom d'une quelconque liberté de manifester feront face à la loi.

EDJAHO

L'ex-chef de file de l'opposition dans ses errements :

Fabre refuse de reconnaître les erreurs commises par la C14

Suite de la page 4

aussi, elle a brillé par son boycott pour la prorogation du recensement.

Pourquoi Fabre est-il devenu amnésique au point de rebattre les oreilles des paisibles citoyens que la CEDEAO a été complice de la situation ? Une date avait été indiquée

et il fallait la respecter pour ne pas tomber dans un piège. Fabre et les autres ont tout simplement commis la plus grande erreur politique en boycottant ces élections.

Aujourd'hui que le vin est tiré, l'ex-chef de file de l'opposition a intérêt à respecter les députés qui ont été élus. Même

s'il s'obstine à rester dans sa posture de ne pas reconnaître la légitimité à ces nouveaux élus, de guerre lasse, ce sont ces nouveaux élus qui vont opérer les réformes qui sont attendues.

Les mouvements citoyens pour embrasser le pays ne serviront à rien. Quand on aime

son pays, on le préserve de toute violence. Fabre doit comprendre que la vie de la nation importe plus que ses intérêts personnels. D'ailleurs après les législatives du 20 décembre dernier, Fabre ne représente plus rien sur la scène politique.

AGBEDJI

ACTUALITÉ

Nouvelles orientations de la diplomatie togolaise :

ROBERT DUSSEY : " le succès des conférences et sommets, tenus à Lomé, confirme le retour réussi du Togo dans le concert des nations "

Suite de la page 5

des réseaux criminels de trafic et de traite à la recherche de gains sordides. C'est vrai que les migrations de masse sont induites par des causes structurelles telles que les changements climatiques, la pauvreté, les guerres et le terrorisme qui favorisent la floraison des routes migratoires irrégulières.

A cet égard, les Chefs d'Etats et de

Gouvernement du système des Nations Unies ont, par une déclaration dite de New York adoptée à l'unanimité, le 16 septembre 2016, pris la juste mesure de la nécessité de mettre en place un cadre mondial de coopération afin d'assurer une meilleure gouvernance des migrations.

A la suite de cet engagement, le Secrétaire général des Nations Unies

a lancé en avril 2017 un processus de consultations et de négociations intergouvernementales aux fins de l'élaboration du pacte mondial sur les migrations sûres, ordonnées et régulières.

Ce pacte, qui est adopté le 10 décembre dernier à Marrakech, vise à améliorer la coopération internationale en matière de gouvernance des migra-

tions, étant entendu qu'elles constituent indéniablement un facteur de prospérité et de développement.

Il traduit également la volonté manifeste des Etats de renforcer la coopération internationale afin de lutter efficacement contre l'émigration à haut risque. Je souligne que le Pacte est juridiquement non contraignant, respectueux de la souveraineté des

Etats.

Pour finir, donnez-nous une idée de la présence du Togo au sein des organisations internationales en 2018. Comment assurez-vous le placement des Togolais dans ces structures ?

R.D : Sur cette question, je vais juste procéder par illustrations : au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Togo a été réélu pour un mandat de 2 ans (2018-2020). C'est une opportunité pour le pays d'agir pour l'amélioration de la protection des droits de l'homme partout dans le monde.

Le Togo est également élu membre du Conseil économique et social des Nations Unies pour la période 2019-2020. Cette position offre une bonne occasion à mon pays de contribuer à faire avancer la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable.

A ce titre, il me plaît de vous signaler que le Togo est, avec la République de Belize, pays pilote pour expérimenter la nouvelle approche proposée par les Nations unies en matière de planification du développement.

En outre, le Gouvernement a œuvré pour l'élection des cadres togolais au sein de certains organes décisionnels internationaux comme par exemple le Comité des droits de l'enfant au sein du système des Nations Unies, le poste de commissaire au commerce, douanes et libre circulation, ainsi que celui de directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) au sein de la CEDEAO.

Le succès de ces candidatures démontre à suffisance la reconnaissance de l'expertise togolaise à l'extérieur.

VP

Source :
Afreepresse.info

La CEDEAO, l'avenir de la C14, les erreurs de l'opposition et les leçons à tirer :

Le Ministre Bawara se prononce

Suite de la page 2

part des autres chefs d'Etat de la CEDEAO ont déployé d'incommensurables efforts. Ils ont sacrifié de leur temps et fait entorse à leurs multiples charges en acceptant d'accompagner et d'appuyer notre pays dans la recherche de solutions. Quand vous faites fabriquer et porter des pancartes avec des messages hostiles et injurieux contre les instances de la CEDEAO, ce n'est pas la faute au gouvernement. Quand vous allez rencontrer les adversaires politiques des chefs d'Etat au motif que ces chefs d'Etat seraient favorables au régime togolais, ce n'est quand même pas la faute au gouvernement. Quand vous donnez le sentiment de ne pas avoir de vision et de ne pas poursuivre des objectifs démocratiques et réalistes, ce n'est pas la faute des autorités togolaises ", souligne le ministre Gilbert Bawara pour démontrer les erreurs qui ont plombé les revendications de la C14.

Un échec du plan de déstabilisation du pays

Pour lui, les événements du 19 août 2017 étaient le fruit d'une tentative de coup de force savamment orchestrée. " Les instigateurs et les acteurs de ce coup n'ont jamais eu qu'un seul plan A, obtenir la chute du régime et s'emparer du pouvoir par la rue. Ils n'avaient pas de plan B ", a-t-il mentionné mettant en exergue le discours du 6 septembre 2017 de Jean-Pierre Fabre qui selon lui, "

montre à quel point ce dernier a été tétanisé et est demeuré par la suite obsédé par la perspective de se faire subtiliser sa place de leader de l'opposition par monsieur Tikpi Atchadam ".

" Ce discours irresponsable, son obsession et sa fixation sur l'échéance présidentielle de 2020 ont constitué sans nul doute l'erreur fatale, le vice originel et l'acte fondateur d'une stratégie hasardeuse dont ni l'Anc (Alliance nationale pour le changement, NDLR) ni la C14 ne pouvaient ensuite se relever. Au lendemain du 19 août, plusieurs leaders de la C14 ont affirmé, publiquement et en privé, que le régime était fini et n'avait plus d'avenir. Pour eux, il était même trop tard pour envisager des compromis, et parler encore de réformes. La seule issue pour le régime devait consister à négocier les conditions de sa reddition et de son départ. Cet état d'esprit insurrectionnel a marqué la C14 jusqu'à la décision de boycott des élections.

Tout au long du dialogue politique, jusqu'au boycott des élections, la C14 ne s'est jamais inscrite dans une optique d'ouverture, de compromis et de réformes pour faire évoluer la démocratie et l'Etat de droit dans notre pays. Elle s'est plutôt enfermée dans une logique de révolution et d'insurrection. Les revendications exigeant le retour à la constitution dite originale de 1992 avec tous ses

effets et implications, à savoir le départ immédiat du chef de l'Etat ou, à défaut, la mise en place d'un gouvernement de transition dirigé par la C14 assorti de l'impossibilité pour le chef de l'Etat de se porter candidat aux futures élections présidentielles constituait pour certains la trouvaille magique pour mobiliser et coaliser " le peuple " contre le régime. A lui tout seul, ce slogan traduisait l'esprit de surenchère ", note-t-il.

L'opposition togolaise considérée comme la plus radicale de la sous-région

De nombreux dirigeants étrangers et analystes avisés considèrent l'opposition togolaise comme l'une des plus radicales de la sous-région, si ce n'est la plus radicale. Ces dirigeants et observateurs ont été témoins de l'esprit d'ouverture et de la volonté de compromis du président Faure. Ils savent les concessions qu'il a consenties pour épargner au pays les affres de la violence et des affrontements, soutient Gilbert Bawara.

Le président Faure, poursuit-il, est un " homme d'Etat posé et pondéré ". Son autorité a prévalu pour éviter que d'autres Togolais qui se sont sentis visés et ciblés par les actes de violence et de haine de la part de la C14 ne soient tentés d'en découdre dans la rue. Le risque était réel et grand que le désordre et l'instabilité orchestrés par la C14 soient réglés différemment, avec brutalité.

Mais la sagesse, le sang-froid et la retenue ont prévalu, et c'est plutôt mieux ainsi ", a-t-il révélé.

Pour finir, le ministre analyse l'attitude de la CEDEAO et avance que l'organisation n'a jamais pris position en faveur du pouvoir de Lomé. Selon lui, les chefs d'Etat ont juste constaté que le " scrutin s'est déroulé conformément à la feuille de route, dans des conditions de paix et de sécurité et de manière transparente et crédible dans le respect des normes démocratiques ".

" Les chefs d'Etat et de gouvernement qui ont fortement regretté la non-participation de l'opposition au processus électoral ont été eux-mêmes les artisans des initiatives et des efforts pour garantir les conditions d'élections exclusives et fiables. Si un groupe de partis et de leaders politiques considère que le gouvernement, les facilitateurs et tous les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO se trompent et que c'est la C14 qui a raison toute seule contre tous, cela donne une indication du sérieux et de la crédibilité de ce regroupement. Même les partenaires extérieurs, notamment le Groupe des cinq ambassadeurs (Etats-Unis, France, Allemagne, Union européenne et Nations Unies) n'ont pas été épargnés par les récriminations et les attaques de la C14 ", a-t-il fustigé.

ANNONCE

Jeudi, Vendredi,
Samedi et Dimanche!

Phrie de
BONUS
CHEZ TOGOCEL

Faites le plein de Mégas avec Togocel

600 Mo	2Jours	1500 F	500 F
1.7 Go	3Jours	5000 F	2000 F
3.5 Go	4Jours	10.000 F	3000 F
5.5 Go	5Jours	15.000 F	4000 F

Pour souscrire*919*9#



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

PLUS DE 33 FILIÈRES AU BTS, EN LICENCES ET MASTERS



ESA Agot-Nyivé



ESA Super-Taco



LES SEULS DIPLOMES
AU TOGO CERTIFIES
ISO 9001: VERSION 2015



LES DIPLOMES DE L'ESA SONT
RECONNUS PAR LE CAMES
ET L'ETAT TOGOLAIS



ESA EST COTEE
INSTITUTION DE BONNE
QUALITE PAR L'ETAT
TOGOLAIS



ESA
In God we trust



ESA EST DISTINGUEE PRIX
INTERNATIONAL QUALITY
ARCH OF EUROPE A
FRANCFORT EN ALLEMAGNE
PAR BID EN 2015

FESA 16 V10/06/18

ESA EST DISTINGUEE PRIX
INTERNATIONAL QUALITY
CROWN A LONDRE EN
ANGLETERRE PAR BID
EN 2017

ESA EST ELUE MEILLEURE
ENTREPRISE LA PLUS
DYNAMIQUE ET LA PLUS
INNOVANTE DU SECTEUR
DE LA FORMATION DANS
L'UNION EN 2018

**Ecole Supérieure
des Affaires**

ESA EST ELUE MEILLEURE
ENTREPRISE LA PLUS
DYNAMIQUE ET LA PLUS
INNOVANTE DU SECTEUR
DE L'EDUCATION AU
TOGO EN 2016

E-learning : www.esacoursenligne.com

FRAIS D'INSCRIPTION
A PARTIR
DE

0F*

FRAIS DE SCOLARITE
A PARTIR

DE **833F***

* Les conditions sont disponibles sur nos sites ESA Agoté et ESA Super Taco

**GAGNEZ DES BOURSES SCOLAIRES
EN CONSULTANT NOTRE SITE WEB :
www.esatogo.com**

ESA AGOE-NYIVE : (00228) 90 72 00 32 / 96 00 02 22 / 97 29 01 84
ESA SUPER-TACO 1 : (00228) 90 13 16 71 / 98 09 00 27
ESA SUPER-TACO 2 : (00228) 90 11 70 29 / 96 80 25 64
esatogo@yahoo.fr / esatogo2018@gmail.com
www.esatogo.com / www.esacoursenligne.com